

## *Chapitre 1*

### **NEUTRALITÉ DE L'HÉRITAGE CULTUREL FAMILIAL ET DE L'ORIGINE SOCIALE DANS LA FORMATION DES ÉLITES SCOLARISÉES DU NORD-CAMEROUN**

**Bachir Boub**

*Département des Sciences de l'Éducation*

*Ecole Normale Supérieure*

*Université de Maroua-Cameroun*

*Courriel : bachirboub@yahoo.fr*

#### **Introduction**

Le Nord-Cameroun qui a connu un retard de scolarisation par rapport à la partie méridionale du pays, est réputé être, dans l'imagerie populaire, le creuset des gens ayant un esprit fondamentalement bureaucratique. Les carrières d'administrateurs, de hauts fonctionnaires, sont préférentiellement sollicitées par les filles et les fils de la région, au détriment des professions techniques comme celles d'ingénieurs, des professions libérales à l'instar de celles d'avocat, d'huissier de justice, ou encore de la profession enseignante. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que certains premiers scolarisés du septentrion camerounais ont occupé des fonctions de commandement en l'occurrence les postes de sous préfet et de préfet (Saibou Issa, 2009), avec tous les avantages en termes de pouvoir, de *capital symbolique, économique et social* (Bourdieu et Passeron, 1970) qui leur sont accordés. Cette réalité aurait contribué à influencer les populations au point de susciter en elles un engouement pour la scolarisation, ainsi que des désirs professionnels vers les carrières administratives. De même, le premier régime politique dirigé par un fils du Nord en l'occurrence Ahmadou Ahidjo favorisait, malgré quelque fois le bas niveau, le recrutement des personnes originaires des zones sous scolarisées dans les Ecoles de formation prestigieuses, comme le

cas de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) où sont formés des hauts fonctionnaires socialement valorisés.

Il importe aussi de relever que les Ecoles de formation comme l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales (FMSB) et dans une certaine mesure l'Ecole Militaire Interarmée (EMIA), font l'objet de toutes les compétitions et émulations interindividuelles au Nord-Cameroun. L'accès à ces écoles est considéré comme une réussite sociale, car les gens qui y sortent ont un statut social élevé. C'est généralement eux qui sont nommés aux hauts postes de responsabilité et qui sont considérés comme des élus, ou mieux des élites de la nation. L'école qui était jadis honnie dans le Nord-Cameroun, est devenue socialement valorisée de nos jours grâce au statut qu'elle confère. Mais, elle ne confère pas à tous une position sociale enviable, car il faut pouvoir réussir sa scolarité et arriver au bout du compte à accéder aux grandes Ecoles de formation.

De nos jours, le désir d'ascension sociale qui se manifeste par l'accès aux Ecoles de formation de réputation prestigieuse, caractérise fortement les jeunes diplômés et chercheurs d'emploi originaires de cette partie du pays. Lorsque le concours de l'ENAM est lancé par exemple, on observe une ruée extraordinaire de personnes vers Yaoundé, le lieu du concours. D'ailleurs, dans les milieux estudiantins, l'on a ironiquement qualifié cette période de concours de « congrès », comme s'il s'agissait d'une occasion de rencontre entre plusieurs personnes exactement comme un congrès. Mais, l'accès en question n'est pas la chose la mieux partagée. Il y a nécessairement une inégalité des chances, étant entendu que le mérite est la voie officielle pour être reçu. Ainsi, en tenant compte des critères objectifs, des difficultés existent quant aux chances d'accès à ces écoles, dont le point de départ est la réussite scolaire.

L'objectif de ce chapitre est de montrer que la formation des élites scolarisées du Nord-Cameroun qui passe par la réussite scolaire et l'accès aux grandes Ecoles de formation se fait indépendamment du capital culturel des parents et de leur statut socio-professionnel. Le travail interroge le parcours scolaire de ces élites, leur socialisation familiale pour rendre compte des facteurs ayant contribué à leur réussite. A cet effet, trois hypothèses sont formulées :

- La formation des élites scolarisées du Nord-Cameroun ne dépend pas du niveau de scolarité et de l'origine socio-professionnelle de leurs familles, car elles sont issues majoritairement des familles qui occupent des statuts modestes.
- Les dispositions pédagogiques familiales favorables à la réussite scolaire ou à la formation des élites scolarisées ne sont que le fait des familles culturellement avancées.
- La formation des élites scolarisées du Nord-Cameroun dépend des facteurs proprement personnels.

L'étude est réalisée auprès de 149 étudiants en formation dans les écoles professionnelles supposées être prestigieuses, notamment l'ENAM, l'IRIC et la FMSB. Un questionnaire leur est adressé à cet effet. Les 149 représentent l'effectif des ressortissants du Nord-Cameroun qui sont en dernière année de leur formation. Nous avons jeté notre dévolu sur les « finissants », car ils sont dans une année charnière où chacun donne le meilleur de lui-même pour achever sa formation afin d'occuper un meilleur rang, la logique étant que les premiers d'une promotion sont théoriquement affectés ou nommés à des postes convoités par tous. La théorie de la reproduction sociale de Pierre Bourdieu nous servira de cadre d'analyse de la question, mais dans le but de montrer ses limites par rapport au terrain d'étude. Cette théorie met en évidence l'influence de l'héritage culturel familial sur la réussite scolaire des enfants. Elle stipule que « l'école reproduit statistiquement, dans son ordre propre, des différences sociales et culturelles préexistantes : plus les parents sont dotés du capital scolaire, plus les enfants ont une chance (statistique) de rester durablement (et avec bonheur) dans le système scolaire, » (Lahire, 1998 :105) pour enfin disposer du même capital social et symbolique que celui de leurs parents. L'analyse à travers ce modèle interprétatif qui est scientifiquement irréfutable, n'est pas pour montrer son application, mais pour montrer qu'elle ne peut pas expliquer clairement la réalité dans les pays du Sud en général et au Nord-Cameroun en particulier.

## 1. Les difficultés de prolongement de la scolarité et d'accès aux grandes Ecoles de formation au Cameroun

L'accès aux grandes Ecoles de formation exige au préalable une scolarité réussie. Ces écoles sont accessibles aux détenteurs au moins du Baccalauréat, sinon de la Licence ou de la Maîtrise, selon les cas. Tout postulant devrait connaître un succès scolaire et obtenir le diplôme lui donnant droit à concourir. Il n'est pas aisé pour tous de prolonger la scolarité et parvenir à ce niveau, car les difficultés de toutes sortes peuvent exister au cours des études, mais à de degrés divers selon les situations. Elles peuvent être liées à l'individu lui-même, à son milieu familial, aux conditions psychosociologiques ou pédagogiques. Ainsi, tout le monde n'a pas les mêmes chances de réussite à l'école d'abord, et d'accès aux grandes Ecoles ensuite. La notion d'inégalité de chances qui a longtemps alimenté le débat public au début du 20<sup>ème</sup> siècle est toujours une actualité qui a défié le temps, surtout en ce qui concerne les possibilités de trouver un emploi à travers l'accès aux grandes Ecoles.

Le Nord-Cameroun est considéré, depuis les Etats Généraux de l'éducation tenus en 1995 à Yaoundé, comme l'une des zones les moins scolarisées du pays. Beaucoup de raisons peuvent expliquer la situation : pauvreté des parents dans certaines zones rurales, obstacles d'ordre culturel, images négatives liées à l'école, entre autres. Lorsque les élèves sont déjà à l'école, on note des décrochages ou abandons scolaires à tous les niveaux d'étude. Les difficultés de réussite à l'école laissent entrevoir le caractère sélectif de cette institution. Mais, là où le bât blesse le plus, c'est la difficulté qu'ont les diplômés à trouver un emploi et donc à accéder à une grande Ecole de formation. Les possibilités d'insertion professionnelle sont loin d'être la chose la mieux partagée entre tous les diplômés. Allant dans le même sens, le professeur Ki-Zerbo a écrit des phrases justes et éloquentes pour signifier la complexité du prolongement de la scolarité, de la réussite scolaire et du chômage qui sont le lot des populations africaines et donc camerounaises. Il compare l'école africaine à

*Un train de l'exode vers la terre promise du savoir et du pouvoir. Le problème, c'est d'entrer dans le train, d'y rester le plus longtemps possible, de ne pas en être éjecté. [...] Seuls ceux qui vont jusqu'au terminus peuvent alors constater*

*amèrement pour nombre d'entre eux, qu'il n'y a pas de terre promise du tout ; qu'ils sont bien chez eux : en Afrique, presque au point de départ. Avec la différence que pendant le voyage, ils ont été transformés. Ils ne peuvent plus ni répondre à l'impératif de produire pour leur pays, ni assouvir la faim de biens exogènes qu'ils ont contractée. (Ki-Zerbo, 1992 : 31)*

L'on peut comparer la réussite dans le système éducatif camerounais à un entonnoir où, en évoluant, les bases se rétrécissent. La comparaison ainsi faite par l'auteur traduit non seulement le phénomène incontestable de la sélection scolaire, mais aussi l'absence de garanti de trouver un emploi et donc d'être une élite, même après une scolarité réussie. Les jeunes sont bien conscients du phénomène de chômage, un fléau qui n'est pas sans susciter chez eux un pessimisme pour les études. Beaucoup abandonneraient les études à cause de l'incertitude de trouver un emploi après l'école. Il est courant d'entendre les apprenants et/ou les parents tenir des discours du genre « ceux qui ont des diplômes même sont au chômage », « même nos aînés qui ont fait l'école n'arrivent pas à trouver du travail de nos jours », « pour réussir à un concours d'entrée dans les grandes Ecoles, il faut avoir un parrain, mais moi je n'ai personne ». Ce pessimisme gagne les apprenants et les parents qui, dans leur environnement immédiat, sont des témoins vivants des cas palpables du chômage. La réalité du chômage n'est pas étonnante lorsqu'on se rend compte du phénomène de la massification des diplômés de l'enseignement supérieur suite à « l'explosion » des effectifs scolaires et universitaires amorcée au lendemain des indépendances et renforcée surtout à partir des années 90, précisément en faveur de la démocratisation des systèmes politiques dans presque tous les pays du tiers monde (Lange, 2000). Au Cameroun, ce phénomène prend des proportions énormes d'année en année, et la conséquence immédiate est que les demandeurs d'emploi, notamment dans le secteur public, sont plus importants que l'offre disponible.

Les difficultés d'accès aux grandes Ecoles existent à cause donc de la forte sélection des candidats. Ce sont des écoles considérées comme élitistes et qui ne recrutent pas assez de personnes, comparativement au nombre de demandeurs. En réalité, la sélection scolaire qui s'opère à partir de l'accès à l'école, se poursuit et se

renforce jusqu'au destin après l'école (Chauvel, 1999)<sup>1</sup>. L'inégalité de destin après l'école suppose qu'après l'obtention des diplômes, les chances de trouver un emploi du même niveau ne sont pas égales. Dans le même ordre d'idées, on peut mentionner aussi que, à diplôme égal, les individus n'ont pas les mêmes chances d'accéder aux grandes Ecoles de formation. Cette entrée n'étant pas démocratique, seules quelques personnes y parviennent. Le nombre de candidats aux concours d'entrée à l'ENAM, à l'IRIC ou à la FMSB est démesurément élevé chaque année et pour cause, chacun veut réussir socialement et être classé parmi les élites scolarisées. Ce sont ces écoles qui confèrent ce statut tant convoité, étant donné que l'on sait en réalité que le type d'école de formation fréquentée conditionnerait le niveau de statut dans la hiérarchie sociale<sup>2</sup>. La sollicitation massive de ces écoles fait en sorte qu'elles deviennent donc réservées. D'ailleurs, le nombre de places étant toujours limité, il y a forcément une grande proportion d'individus qui se retrouvent refusés, malgré quelque fois leur fort niveau intellectuel. C'est la raison pour laquelle l'accès se trouve être difficile et est considéré comme un exploit, contrairement à l'accès à d'autres écoles moins convoitées.

Dans le cadre de ces difficultés figure l'application de la politique de l'équilibre régional qui consacre un nombre de places soigneusement réservés à chaque région. En effet, l'admission se fait

---

<sup>1</sup> Chauvel (1999) distingue 5 types d'inégalités que l'école favorise : L'inégalité à la naissance est celle de l'origine sociale des individus, où il peut y avoir des favorisés et des défavorisés à partir de l'accès à l'école. C'est aussi la logique bourdieusienne. L'inégalité d'exclusion externe signifie selon lui que dans le processus de la scolarisation, la sélection s'opère et exclut à un certain niveau d'étude une partie de la population. Ainsi, il y a une inégalité entre inclus et exclus. L'inégalité d'inclusion interne signifie, qu'au sein d'une même institution, d'un même établissement, d'une même école, les différences subtiles existent. Certains parcours semblent être plus socialement valorisés que d'autres. L'inégalité de répartition s'observe au niveau de l'écart entre les premiers et les derniers sortis du système. Enfin, l'inégalité de destin après l'école.

<sup>2</sup> Rappelons que l'ENAM forme les Administrateurs civils, les Inspecteurs et Contrôleurs d'impôts et de trésors, les Magistrats, qui sont tous des statuts valorisés. L'IRIC forme les spécialistes en relations internationales qui en sortent avec un Master. Ceux-là peuvent avoir la possibilité d'être nommés ambassadeur plus tard, une fonction également prisée. La FMSB forme les médecins généralistes, dont le statut se trouve sollicité par la société.

selon un quota défini en fonction de la densité de la population de chaque région. L'article 2 de l'arrêté n° 10467 signé du Ministre de la Fonction Publique du Cameroun le 04 octobre 1982 et réactualisé le 20 août 1992, relatif aux quotas des places réservées aux ressortissants des différentes régions admis aux concours administratifs, attribue 5% de places à l'Adamaoua, 18% à l'Extrême Nord, 7% au Nord, 15% au Centre, 4% à l'Est, 4% au Sud, 13% à l'Ouest, 12% au Littoral, 12% Nord-Ouest et 8% au Sud-Ouest. Le Nord-Cameroun (comprenant les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord) qui dispose de 30% de places au total n'est pas d'office favorisé comme le pense l'imagerie populaire, car la concurrence est très forte entre les candidats devenus aujourd'hui très nombreux. Il ne suffit pas d'être donc un bon candidat, encore faut-il être dans le quota qu'il faut absolument respecter. Ainsi, un candidat performant originaire du Nord peut échouer parce qu'il n'est pas dans les 7% accordés à sa région, alors qu'un autre de même niveau peut réussir, parce que sa région dispose d'un nombre de places plus important.

Au total, beaucoup de difficultés d'accès à la classe des élites scolarisées existent. Certaines sont inhérentes aux ressortissants du Nord-Cameroun eux-mêmes, d'autres sont liées à la forte concurrence, laquelle se trouve être renforcée par l'application de la politique de l'équilibre régional.

## **2. Le niveau d'étude et le statut socio-professionnel des parents comme insuffisants pour catalyser le prolongement de la scolarité et l'accès des ressortissants du Nord-Cameroun aux grandes Ecoles de formation**

Selon la théorie de la reproduction sociale, les caractéristiques culturelles et socio-professionnelles des parents jouent un rôle dans la réussite scolaire et le positionnement social des enfants. Une famille dont les parents disposent du capital culturel s'investit dans l'encadrement des enfants qui deviennent d'office des « héritiers » de la culture des favorisés pour hériter plus tard le statut socio-professionnel de leurs parents (Bourdieu, 1964). Ce qui leur procure ainsi une prédisposition à la réussite scolaire et à la réussite sociale à travers leur accès et leur orientation dans les grandes Ecoles élitistes. Cette théorie stipule que le statut socio-économique et la profession

des parents sont un héritage transmis aux enfants grâce à l'*habitus* de la famille. Autrement dit, les enfants qui accèdent aux grandes Ecoles et qui réussissent socialement sont logiquement en train de suivre l'itinéraire de leurs parents. L'échec scolaire qui réduit considérablement les chances d'émergence sociale est alors essentiellement le fait des enfants des milieux peu cultivés. Cette réalité se vérifie-t-elle au Nord-Cameroun ?

En analysant les caractéristiques sociales de nos enquêtés, nous nous rendons compte que les 149 étudiants interrogés dans les 3 écoles retenues proviennent de toutes les couches sociales, mais la plupart sont issus des familles modestes, lorsqu'on se réfère au statut socio-professionnel de leurs parents. Ce qui semble être curieux, c'est que les parents disposent majoritairement d'un niveau scolaire peu élevé, comme le montrent les chiffres contenus dans le tableau suivant :

**Tableau1** : Répartition des informateurs selon le niveau de diplôme de leurs parents

Diplômes des parents	<i>eff</i>	%
CEPE	28	18,8
BEPC	23	15,4
Probatoire	2	1,3
Baccalauréat	11	7,4
Bacc et plus	18	12,1
Aucun	67	45
Total	149	100

Le constat est que 45% des parents de nos enquêtés n'ont pas de diplôme. Ce qui signifierait qu'ils n'ont jamais été à l'école ou ont été très légèrement scolarisés, sans pouvoir achever le cycle primaire. Au-delà de ce constat, on réalise que le niveau de diplôme des parents scolarisés se trouve être faible. On rencontre plus de parents titulaires du CEPE (18,8) que les autres diplômes. Seulement 7,4% disposent du Baccalauréat, et 12,1% ont un diplôme au-delà du Baccalauréat. En fait, ces diplômes supérieurs au Baccalauréat sont des diplômes professionnels, le DEUG ou la licence. Aucun des parents des nos enquêtés n'a un niveau au-delà de la Licence. Il faut comprendre en effet que ces parents n'avaient pas les possibilités de poursuivre longtemps leurs études comme c'est le cas de nos jours. Les



établissements d'enseignement supérieur en général, et les facultés en particulier, n'étaient pas géographiquement accessibles à tous. Le Nord-Cameroun a connu sa première université en 1993. La seule université qui fonctionnait jusque-là est l'université de Yaoundé qui se trouve au Sud. Ces parents ont vécu à l'époque où il était pratiquement facile de trouver un emploi, quelque soit le niveau d'étude considéré, car les diplômes n'avaient pas encore connu une dévalorisation.

Etant donné que près de la moitié des parents de nos répondants ont un niveau d'étude insignifiant, il est logique d'affirmer qu'il n'a pas été véritablement un atout pour favoriser l'accès de ces derniers dans les Ecoles de formation. Ce faible niveau n'a pas profité aux étudiants concernés au point de susciter en eux la volonté de ressembler à leurs parents et la détermination à emprunter leur itinéraire professionnel. Il est à ce moment difficile de parler de la reproduction sociale, car la reproduction est reproduction d'un modèle préexistant.

Bien plus, en observant les catégories socio-professionnelles des parents de nos informateurs, on réalise que 24,7% exercent le métier de cultivateur. Au Nord-Cameroun, un cultivateur de profession est considéré comme occupant un statut faible eu égard à son revenu, surtout lorsqu'il n'a que l'agriculture comme activité. Cela indique que la majorité des ressortissants du Nord-Cameroun dans les Ecoles de formation proviennent des familles d'origine modeste.

Ensuite, 8,7% de parents exercent une activité commerciale qui est une des caractéristiques principales des populations du Nord-Cameroun. Là encore, la plupart des commerçants occupent un statut social modeste, à l'exception des grands industriels. Les familles des commerçants ne considèrent pas l'école comme le moyen privilégié de la réussite sociale. Il n'est pas rare de voir un élève abandonner délibérément l'école au profit de cette activité dont les fruits sont très tôt perceptibles contrairement à l'école qui promet, éventuellement, une aisance matérielle à long terme. Aussi, est-il fréquent de trouver des parents qui rapprochent leurs enfants, les initient au commerce et qui finissent par embrasser la même profession plus tard. La reproduction de la profession de commerçant est une réalité indubitable au Nord-Cameroun.

L'enquête nous révèle que les métiers de transporteur et de transitaire sont occupés respectivement par 2 et 1 des parents des répondants. Les deux professions ne sont pas socialement considérées.

Notons aussi que 7,4% de parents sont des policiers. C'est une profession exercée pour la plupart par la classe moyenne ou faible, mais qui paradoxalement, procure une certaine aisance matérielle au point d'attirer de plus en plus ceux qui veulent à tout prix s'enrichir. Les policiers non consciencieux ont généralement d'autres moyens parallèles de rehausser leurs revenus. Les parents policiers peuvent donc, dans ces conditions, être en mesure d'encadrer leurs enfants et leur assurer tout le nécessaire pour le prolongement de leur scolarité et leur permettre de mieux préparer leur insertion professionnelle à travers les Ecoles socialement valorisées.

Les professions de gendarme, d'inspecteur des régies financières et d'administrateur civil sont exercées par 4,7% de parents chacune. Le reste occupe un pourcentage très négligeable. Mais, il est utile de classer les professions des parents en fonction de leurs statuts sociaux. A cet effet, nous nous inspirons des études de Miller (1970) dont la caractéristique essentielle de cette catégorisation est fondée principalement sur les catégories professionnelles qui sont à leur tour tirées des titres professionnels. Le statut social peut, dans notre cas, être assimilé à l'origine sociale. Les critères de classification que nous avons appliqués sont les suivants :

- Statut élevé : Toute profession dont l'accès se fait avec au moins une licence
- Statut moyen : Toute profession où on peut accéder avec les diplômes ou le niveau du Bac, du probatoire et du BEPC
- Statut faible : Toute profession exercée par les détenteurs du diplôme ou niveau de CEPE, ou un métier qui n'exige pas un niveau d'étude.

En tenant compte des critères de classification ci-dessus énumérés, on note en définitive 26,2% de parents qui occupent un statut élevé, 41,6% occupent un statut moyen et 32,2% occupent un statut faible.

A travers ces analyses, on peut dire que l'héritage culturel, le niveau d'instruction des parents et leur statut socio-professionnel étant majoritairement faibles, ils n'ont pas significativement contribué à accroître les chances de prolongement de la scolarité et d'accès des fils

du Nord-Cameroun à ces Ecoles. Ces caractéristiques familiales n'ont pas constitué un privilège au profit de nos enquêtés. Le fait que 26,2% de parents occupent des statuts qui semblent être élevés n'occulte pas cette réalité incontestable. Il s'agit encore d'une rupture avec la théorie de Bourdieu pour qui, l'accès aux Ecoles prestigieuses et l'acquisition d'un statut social élevé est le propre des familles imbibées dans les univers scolaires et donc, disposant du capital culturel qui se transmet aux enfants à travers la socialisation. A cet effet, Bourdieu et Passeron écrivent :

*Il faut prendre en compte l'ensemble des caractéristiques sociales qui définissent la situation de départ des enfants des différentes classes pour comprendre les probabilités différentes qu'ont pour eux les différents destins scolaires et ce qui signifie, pour les individus d'une catégorie donnée, le fait de se trouver dans une situation plus ou moins probable pour leur catégorie (par exemple, s'agissant d'un fils d'ouvrier, le fait, hautement improbable, d'entreprendre l'étude du latin ou le fait, hautement probable, de travailler pour pouvoir poursuivre des études supérieures. (Bourdieu et Passeron, 1970 : 112)*

Les propos des deux auteurs ne semblent pas être vérifiés dans le contexte du Nord-Cameroun, puisqu'ici, l'accès aux statuts socialement valorisés n'est pas conditionné par l'origine sociale et l'héritage culturel familial. On comprend donc qu'une « partie des familles populaires même très démunies culturellement, parviennent à faire tomber cette deuxième solitude (valeur sur le marché du travail) en donnant sens et valeur à ce qui se vit à l'école. » (Lahire, 1998 :104) Ainsi, la distribution sociologique de la classe des élites scolarisées à travers les origines sociales, favorable à la classe culturellement avancée ou dominante, n'est pas de règle comme en France et dans de nombreux pays occidentaux. C'est toujours en France que Albouy et Wanecq arrivent à réaliser qu'il existe

*une permanence d'une sélection sociale et culturelle très marquée. Les fils de cadres et d'enseignants ont toujours plus de chances d'intégrer une grande école que les enfants issus des milieux populaires dans une période caractérisée par la généralisation de la scolarisation dans l'enseignement*

*secondaire et ayant connu de nombreux changements dans la stratification sociale. (Albouy et Wanecq, 2003 : 27)*

Compte tenu du retard par rapport à la scolarisation et des difficultés que les parents de la partie septentrionale du Cameroun avaient à poursuivre longtemps leurs études, les conclusions de Albouy et de Wanecq, à l'instar de celles des théoriciens de la reproduction sociale, ne sont pas justifiées. Cependant, on peut constater, même de façon négligeable comme mentionné plus haut, l'existence dans notre échantillon, des enfants des hauts cadres et de grands fonctionnaires. Le capital culturel et le statut des parents sont naturellement importants. Les enfants ont à cet effet pu connaître une socialisation dans cette ambiance culturelle qu'ils ont mise au profit de leur réussite scolaire, laquelle s'est soldée par l'accès aux grandes Ecoles de formation. Pour eux, il s'agit de la reproduction de la position sociale dans la mesure où parents et enfants sont tous des élites scolarisées qui occupent pratiquement le même statut, sans forcément être dans le même corps de métier. C'est donc davantage la reproduction positionnelle, c'est-à-dire du statut que de la reproduction de la profession. On peut prendre, dans notre population cible, l'exemple du parent médecin dont l'enfant est à l'ENAM pour en sortir administrateur civil, ou le cas d'un Inspecteur des impôts dont l'enfant se retrouve à l'IRIC. En considérant le pôle objectif de la réussite, on peut dire que les dispositions familiales prises par ce genre de parents grâce à leur capital culturel et à leur volonté de voir leurs enfants réussir comme eux, sont un facteur favorisant les chances d'accès aux grandes Ecoles élitistes.

En réalité, étant donné que les parents de nos enquêtés ne sont pas issus pour la plupart des parents socialement et professionnellement bien placés, il y a lieu de dire qu'au Nord-Cameroun, il n'y a pas une grande relation de causalité entre le statut socio-professionnel des parents et l'accès des enfants aux grandes Ecoles de formation, tout comme le niveau d'étude des parents ne contribue en rien à la formation des élites.

### **3. Le paradoxe de l'existence des dispositions pédagogiques dans les familles culturellement défavorisées du Nord-Cameroun**

La famille, selon la théorie de la reproduction sociale, est un milieu d'encadrement où l'on peut bénéficier des dispositions pédagogiques antérieures à l'école devant prédisposer à la réussite scolaire ainsi qu'à la réussite sociale à travers l'accès aux différents types d'écoles prestigieuses. Cet encadrement familial véritable se manifeste grâce à la socialisation avec les acteurs de ce milieu et à travers des actions concrètes en faveur des enfants. L'absence de ces dispositions contribuerait ainsi à l'échec scolaire ou constituerait un obstacle à poursuivre longtemps sa scolarité pour accéder à une école prestigieuse. Ces dispositions pédagogiques familiales peuvent être nombreuses. En ce qui nous concerne, nous allons nous intéresser aux indicateurs qui sont : l'habitude d'avoir un répétiteur pendant la scolarité, les mesures d'encouragement ou de persuasion pour inciter à la réussite, l'influence des projets professionnels des enfants. Ce sont là quelques actions que l'on observe dans de nombreuses familles scolairement avancées, aussi bien au Sud qu'au Nord du pays. Les familles entreprennent ces mesures pour préparer leurs enfants à la réussite scolaire et professionnelle.

S'agissant des cours de répétition obtenus depuis l'école primaire pour se poursuivre au secondaire, nous avons noté que les ressortissants du Nord-Cameroun dans les écoles retenues peuvent être classés selon 5 modalités. En effet, 6,7% affirment avoir toujours reçu les cours d'appui durant leur scolarité, 24,2% les ont souvent reçus, tandis que 16,1% les ont rarement reçus et 53% n'ont jamais connu de répétiteurs durant tout leur parcours scolaire. Ce dernier chiffre montre à suffisance l'indifférence de plus de la moitié des parents de nos enquêtés par rapport aux cours d'appui. Cette indifférence pourrait s'expliquer par des éléments suivants : d'abord, il y a le fait que le niveau d'étude et de familiarisation avec la culture scolaire des parents n'est pas de nature à favoriser ce genre de pratiques pédagogiques parallèles à l'école. Généralement, plus les parents sont instruits, mieux ils sont soucieux de l'étude de leurs enfants en mettant à leur disposition des conditions idoines d'encadrement, de suivi scolaire, qui sont le fait des familles

culturellement favorisées comme l'ont évoqué Duru-Bellat et Van Zanten (1999). Les parents ne perçoivent donc pas la nécessité de fournir à leurs enfants un encadrement parallèle à l'école. Il faut dire que pour beaucoup d'entre eux, la responsabilité parentale dans l'éducation des enfants se limite à leur inscription dans une école. Ensuite, la pauvreté de certains parents qui cherchent à résoudre leurs problèmes existentiels au détriment de ce qu'ils considèrent comme luxe, peut justifier leur réticence par rapport à cette pratique. On comprend aisément que cela ne fait pas partie de leurs priorités.

En ce qui concerne le contrôle ou le suivi de la scolarité, il importe de dire qu'il se réalise sous plusieurs formes : le renseignement sur l'assiduité et la ponctualité de l'enfant à l'école, la vérification de ses cahiers, l'incitation à faire ses devoirs, l'aide dans la compréhension des cours entre autres (Pourtois et Desmet, 2005). La situation des ressortissants du Nord-Cameroun se présente comme suit : 35% des élites scolarisées dans les grandes Ecoles ont toujours subi ce contrôle de la part de leurs parents, 16,8% l'ont souvent subi, 17,4% l'ont subi rarement et 30,2% ne l'ont jamais subi durant tout leur parcours scolaire. On peut comprendre, à partir de ces chiffres, que la plupart des élites interrogées ont subi le contrôle de la scolarité par la famille et ce, malgré qu'elles soient issues des familles peu scolarisées. Le suivi scolaire en question n'est donc pas le propre des milieux fort culturellement comme le stipule la théorie de la reproduction sociale. En réalité, de nos jours, même les parents sous scolarisés connaissent les enjeux de l'école formelle et, d'une manière directe ou indirecte, s'intéressent à la scolarité de leurs enfants. Il peut exister dans la famille, outre les parents biologiques directs, des personnes qui sont plus avancées que ces derniers en matière de culture scolaire et à qui revient le devoir de s'occuper de la réussite des enfants. C'est le cas des grands frères, des oncles et tantes, des tuteurs<sup>3</sup>, dont l'intervention est notoire dans ce domaine, dans les familles du Nord-Cameroun en général.

Ce suivi de la scolarité n'est pas sans influencer positivement les chances de réussite à l'école, de motiver l'enfant à vouloir réussir

---

<sup>3</sup> Voir Bachir Bouba, (2011) « Ecole et réussite sociale au Nord-Cameroun », Thèse de Doctorat Unique en Sciences de l'éducation, Université Marien Ngouabi, Brazzaville.

socialement à travers l'école. Son absence peut avoir des conséquences fatales pour les études étant entendu que l'enfant, dès le bas âge, n'est pas forcément conscient des enjeux de l'école. Sans ce contrôle, il peut abandonner les études au profit des loisirs et des distractions, car n'ayant pas ressenti l'importance de l'école par ses parents. C'est dans ce sens que Yawidi Mayinzambi écrit :

*Un parent qui ne s'intéresse pas à lire le cahier de communication, le journal de classe, à contrôler les cahiers de son enfant, témoigne par là d'une attitude de négligence ou d'indifférence au travail scolaire de ce dernier. L'enfant qui se rend compte que ses parents n'accordent aucun intérêt à ce qu'il fait à l'école, à ses devoirs à domicile, ne serait pas aussi intéressé à prendre au sérieux ses études. (Yawidi, 2008 :63)*

Quant aux actions incitatives à la réussite menées par les membres de la famille, notamment les encouragements en cas de réussite et la dissuasion en cas d'échec, elles sont incontestablement utiles pour motiver un enfant et surtout l'amener à poursuivre longtemps les études et d'envisager, au bout du compte, l'accès aux grandes Ecoles de formation. Les réponses de nos enquêtés révèlent que 27,5% ont l'habitude de recevoir des cadeaux de leurs familles et 30,9% recevaient des conseils et encouragements. Ces deux mesures prouvent que les parents se sont effectivement souciés des études de leurs enfants qui, aujourd'hui, sont au terminus de la scolarité et occuperont des statuts sociaux valorisés. Les mesures incitatives à la réussite sont en réalité un véritable soutien affectif qui pèse de tout son poids dans la motivation de l'enfant à l'école. C'est dans ce sens qu'il faut admettre que : « les adolescents réussissent mieux lorsque les parents leur apporte du soutien affectif manifesté par des encouragements, des compliments, une aide ponctuelle dans les devoirs et des discussions entourant l'école, les choix des cours, etc. Le soutien affectif constitue la variable prédominante dans la prédiction de la réussite scolaire des adolescents. » (Deslandes, Cloutier, 2005 :62). L'absence ou l'insuffisance du capital culturel des familles n'est finalement pas un obstacle pour s'occuper du suivi scolaire des enfants. Dans l'échantillon, notons aussi que 8,7% recevaient des menaces verbales en cas d'échec, dans l'optique de susciter la peur d'échouer, laquelle pouvant avoir des conséquences positives ou négatives. Les menaces

peuvent avoir des conséquences négatives au cas où elles sont choquantes et humiliantes au point de frustrer l'enfant. Mais, si elles sont utilisées juste pour l'émulation et la motivation, elles produiront à coup sûr des résultats probants. Dans le même ordre d'idées des mesures incitatives, il y a les promesses de continuer les études à l'étranger en cas de bonnes performances. 5,4% des répondants ont connu des promesses de poursuivre leurs études hors du Cameroun. Il ne s'agit pas en fait d'une promesse ferme et sincère qui se réaliserait dès que les résultats sont bons, mais d'une incitation à la persévérance à l'école, étant entendu que tout le monde n'a pas les possibilités d'envoyer ses enfants à l'étranger.

Enfin, notons tout de même que 27,5% des élites scolarisées du Nord-Cameroun n'ont jamais été encouragés ou menacés pour leurs résultats scolaires bons ou mauvais. Mais, sans un coup de pouce véritablement pédagogique des parents, ils ont pu réussir aisément leur scolarité et accéder aux grandes Ecoles considérées comme prestigieuses.

A la suite de ces développements, on comprend que la faiblesse du niveau du capital culturel des familles n'est pas toujours fatale pour la réussite scolaire des enfants, les condamnant ainsi à occuper des statuts sociaux inférieurs au nom de la reproduction sociale. Cependant, si l'absence de l'héritage culturel familial, pour le cas du Nord-Cameroun, n'influence pas négativement la formation des élites scolarisées, il est important d'interroger les facteurs individuels qui pourraient aussi être un facteur à ne pas négliger.

#### **4. Les facteurs individuels ayant favorisé l'accès des ressortissants du Nord-Cameroun à la classe des élites scolarisées**

Les facteurs individuels dont il est question ici sont les efforts personnellement mobilisés par l'apprenant en toute connaissance de cause pour réussir ses études et accéder à une école de formation. Les facteurs individuels ont été retenus par opposition aux facteurs familiaux ou environnementaux pouvant influencer la scolarité et le statut socio-professionnel des enfants. Ce sont des facteurs inhérents aux apprenants eux-mêmes qui deviennent ainsi responsables de leur propre réussite. Ils passent nécessairement par une réelle motivation



intrinsèque pour l'école. La motivation quant à elle prend sa source dans les désirs de l'apprenant : désir de réussir, désir de valorisation sociale (Matchinda, 2008). C'est lorsqu'on est motivé qu'on adopte des attitudes librement consenties pour catalyser sa réussite scolaire et sociale. Dans le cadre de ces facteurs, nous nous sommes intéressés aux éléments suivants : l'habitude d'avoir recours aux enseignants en dehors des heures de cours pour plus de suivi, la fréquentation des bibliothèques pendant la scolarité et la fréquence d'apprentissage par jour.

S'agissant du recours aux enseignants en dehors de la classe pour compléter les cours, pour poser des problèmes personnels liés aux études, discuter et demander des conseils en vue de réussir scolairement et socialement, il faut reconnaître que cela n'est pas la chose la mieux partagée pour tous les apprenants. Mais, beaucoup se sont employés à mettre en œuvre ces mesures et ce, depuis leur scolarité secondaire. Un apprenant qui se comporte de cette façon pendant la scolarité augmente ses chances de réussite, et cela montre qu'il est imbu d'une véritable motivation pour réussir. La question qui leur a été posée est de savoir, durant votre parcours scolaire, (à partir du secondaire jusqu'à votre formation dans votre école professionnelle), aviez-vous l'habitude de recourir aux enseignants (en dehors de la classe) pour des besoins intellectuels et scientifiques ? Précisez les motifs ? Les répondants peuvent être répartis selon les 3 réalités suivantes : 26,2% ont toujours eu recours aux enseignants, 35,6% ont souvent eu recours à eux et 38,3% n'ont jamais eu recours aux enseignants en dehors des heures de cours. Plus de la moitié des répondants s'emploient donc ainsi à multiplier les chances de réussite en se faisant aider par les formateurs que sont les enseignants. Cela témoigne de la détermination des apprenants vis-à-vis des études car, ils savent qu'elles conduisent à un changement social de leur statut. Il nous semble important de préciser que pour un enfant, constater que ses parents occupent un statut social faible, réaliser leurs conditions de vie modeste et le fait de vivre avec eux dans des difficultés existentielles, peut créer chez lui une envie de réussir socialement afin de changer la situation. C'est pourquoi, selon notre propre expérience, les enfants des plus démunis disent vouloir exercer, lorsqu'on leur en demande, des professions socialement valorisées. Ils veulent en découdre avec la précarité, le dénuement, l'indigence, surtout lorsqu'ils

voient autour d'eux des enfants des milieux aisés vivre dans l'abondance et le faste. Il est erroné donc de penser que la détermination pour réussir est davantage le propre de ceux qui baignent dans des univers familiaux scolairement cultivés, corollaires à l'existence du capital culturel.

Comme on le voit, dans les familles de nos enquêtés peu ou pas du tout pourvues du capital culturel, les enfants sont conscients de leur rôle d'élève et d'étudiant, connaissent les enjeux de l'école et se comportent comme si l'école était le seul moyen d'ascension sociale. Leur réussite scolaire et surtout leur accès aux grandes Ecoles de formation sont des indicateurs des efforts individuels consentis et qui ont porté déjà des fruits. Il est tout aussi évident que ceux qui n'ont jamais cherché à recourir aux formateurs pour un suivi parallèle sont moins déterminés à réussir.

La fréquentation des bibliothèques est une autre mesure utilisée par la plupart des apprenants pour réussir à l'école et préparer leur entrée dans les écoles professionnelles. Arrivés à un certain niveau d'étude, on n'a plus besoin de la sensibilisation des parents pour comprendre la nécessité de s'abonner à une bibliothèque dans l'optique d'enrichir ses connaissances pour affronter les compétitions ultérieures. Dans la plupart des cas, cela fait partie de l'initiative personnelle des apprenants. En effet, 52,3% se sont toujours ou souvent abonnés personnellement à une bibliothèque et ont fréquenté ces milieux scientifiques, pendant que 20,1% les ont rarement fréquentés. Malgré toutes les difficultés liées à l'insuffisance ou au manque de bibliothèques dans certaines zones du Nord-Cameroun, les apprenants arrivent à s'abonner et à fréquenter les bibliothèques durant leur parcours scolaire, pour se préparer ainsi à l'obtention du capital culturel favorable à la réussite scolaire. Ils sont donc conscients du fait que la formation qui se donne à l'école, à elle seule, est insuffisante pour outiller un candidat au point de lui donner les possibilités d'entrer en compétition avec les autres à l'occasion des concours pour l'insertion professionnelle. Mentionnons tout de même que les parents peuvent être d'une manière ou d'une autre impliqués car, sur le plan financier, ils sont supposés être les pourvoyeurs des dépenses y afférentes à l'abonnement, mais non à la fréquentation dans le cas où celle-ci n'est pas financièrement exigeante.

On note cependant 27,5% d'apprenants qui n'ont jamais été abonnés à une bibliothèque pendant leur parcours scolaire et n'ont pas non plus l'habitude de fréquenter ces milieux. Le manque d'abonnement à une bibliothèque ne signifie pas d'emblée qu'on n'est pas conscient de son importance ou qu'on a délibérément refusé de le faire. Il y a lieu de tenir compte du niveau social des apprenants précédemment évoqué, qui n'est pas de nature à permettre ce « luxe. » En fait, l'abonnement à une bibliothèque n'est pas une culture des populations du Nord-Cameroun. Mais, si malgré cela, les étudiants en formation dans les grandes Ecoles en ont fait plus ou moins une habitude durant leur scolarité, c'est qu'il existe une véritable motivation intrinsèque du fait des enjeux de l'école de nos jours. D'ailleurs, le nombre de bibliothèques dans cette partie du pays est insignifiant. Dans les chefs-lieux des 3 régions, on dénombre une seule bibliothèque à Maroua, deux à Garoua et deux à Ngaoundéré, compte non tenu des bibliothèques universitaires de Maroua et de Ngaoundéré. Il faut donc reconnaître que les apprenants interrogés ont pris des dispositions dans le sens d'accroître leur capital culturel, incontournable pour réussir les études et accéder aux grandes écoles de formation, indicateur de la réussite sociale.

Quant à la fréquence d'apprentissage par jour, elle peut être considérée comme le degré d'intégration des apprenants à l'école, étant donné que c'est une exigence de l'école. La régularité dans les apprentissages est un indicateur de l'intérêt qu'on accorde aux études et donc, une prédiction de la réussite scolaire. Dans les conditions normales, plus on est régulier dans les apprentissages, mieux on réussit et mieux on se prépare aux échéances intellectuelles compétitives. Dans notre échantillon, 76,5% ont l'habitude d'étudier tous les jours durant tout leur parcours scolaire. Pour eux, la priorité dans les préoccupations journalières est de consacrer un temps aux études, sans pour autant subir une recommandation des parents. Ils affirment avoir souvent l'habitude d'étudier chaque jour en fonction des circonstances qui se présentent. Il y a certainement des circonstances particulières comme les jours de fêtes, les moments de voyage, le temps de maladie, etc... où il est difficile de se consacrer aux études. Ceux-là sont suffisamment intégrés et adaptés à l'école, malgré le manque de capital scolaire des parents. Il s'agit là des attitudes adoptées depuis le début de leur scolarité et non celles adoptées seulement pendant la

formation professionnelle lorsqu'ils sont plus que jamais conscients de ce qu'ils font. On sait que généralement, un enfant du niveau primaire et parfois secondaire a besoin d'un environnement motivant ou d'un rappel pour se livrer aux études et ne le fait parfois que sous l'effet de la contrainte.

Par contre, 19,5% étudient rarement tous les jours et 4% n'étudient jamais chaque jour. Ces deux cas de figure sont une preuve que les apprenants n'ont pas tous la même motivation et ne déploient pas les mêmes efforts pour réussir sur le plan scolaire. Ces pourcentages sont négligeables eu égard à l'effectif ci-dessus évoqué.

L'habitude d'étudier chaque jour fait partie inéluctablement des facteurs objectifs de la réussite et témoigne par là de la motivation de l'apprenant. Plus la fréquence d'apprentissage est régulière, plus on accroît les chances de réussite, et l'inverse est valable.

### **Conclusion**

En dernier ressort, il faut dire que la formation des élites scolarisées du Nord-Cameroun qui passe par la réussite scolaire et l'accès aux grandes Ecoles de formation ne dépend pas forcément du capital culturel et du statut socio-professionnel de leurs parents. Etant donné que la plupart des parents n'ont pas un statut social élevé et ne disposent pas d'un fort capital scolaire, il est difficile de penser à une logique de reproduction sociale. La plupart des apprenants ont scolairement et socialement réussi selon les efforts personnellement consentis. Ils ont des buts et des intérêts à poursuivre à travers l'école, qui ne sont rien d'autre que la réussite sociale pour intégrer la classe des élites scolarisées. Issus des parents dont l'origine sociale est peu élevée, ils connaissent plutôt une mobilité sociale pour avoir changé de statut et de rôle en comptant sur eux-mêmes et non sur l'influence familiale. Leur position sociale acquise grâce à l'école est en rupture avec l'origine sociale de leurs parents. Dès lors, les acteurs étudiés ont une liberté de conscience et d'action, et ne sont pas le produit du déterminisme socio-familial. C'est d'ailleurs l'une des critiques les plus officiellement formulées à l'endroit de Bourdieu et de toutes les théories holistes, par des théoriciens de l'individualisme méthodologique connus à l'instar de Boudon.

Cependant, l'un des éléments forts qui semblent faire la particularité de notre terrain d'étude est le fait que l'insuffisance du

capital scolaire des parents ne les empêche pas d'entreprendre des dispositions pédagogiques familiales favorables à la réussite scolaire. Il en est ainsi parce que les enjeux de l'école sont plus que jamais connus, même par les parents peu scolarisés. Aujourd'hui, il n'est plus d'actualité de parler du refus de scolarisation qui caractérisait le Nord-Cameroun il y a quelques années ; le problème se situe au niveau du positionnement social à travers l'école, et donc de la formation des élites.

Toutefois, en tenant compte du statut de certains parents qui ont un statut social valorisé, comme le cas des inspecteurs des impôts, des magistrats, des médecins, des ingénieurs, etc., présents dans notre échantillon, on peut parler de la reproduction de leur statut sur leurs enfants. En effet, leurs enfants ne sont pas dans le même corps de métier, mais à la fin de leur formation, auront des statuts pratiquement similaires. Il s'agit davantage de la reproduction positionnelle des parents sur les enfants que de la reproduction professionnelle supposant la transmission de la profession des parents aux enfants. Nous estimons qu'au Nord-Cameroun, il est encore trop tôt que la reproduction au sens de Bourdieu soit une réalité, car l'école est encore relativement récente. Il va falloir attendre que la culture scolaire soit dominante auprès de la génération des parents. Pour l'heure, la formation des élites intellectuelles au Nord-Cameroun est davantage le produit de la mobilité sociale que de la reproduction.

### **Bibliographie**

- Albouy, V. et Wanecq, T. (2003) : « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », *Economie et statistique*, N° 361, INSEE, pp. 27-52.
- Bachir, Bouba (2011) : « Ecole et réussite sociale au Nord-Cameroun », Thèse de Doctorat Unique en Science de l'éducation de l'Université Marien Ngouabi, Brazzaville.
- Bourdieu, P., Passeron, J.C. (1964) : *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, P., Passeron, J.C. (1970) : *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit.
- Chauvel, L. (1999) : « La reproduction de la reproduction scolaire », *Mouvements*, N°5, pp. 10-19.

- Deslandes, R., Cloutier. R. (2005) : « Pratiques parentales et réussite scolaire en fonction de la structure familiale et du genre des adolescents. » *Revue française de pédagogie*, N° 151, pp.61-74.
- Duru-Bellat et Van Zanten (dir) (1999) : *Sociologie de l'école*, Paris, Armand colin, 2<sup>ème</sup> édition.
- Ki-Zerbo, J. (1992) : *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique*, Paris, Karthala/ Codesria.
- Lahire, B. (1998) : « La réussite scolaire en milieux populaires ou les conditions sociales d'une schizophrénie heureuse. », *Ville-Ecole-Intégration*, N° 114, pp 104-109.
- Lange, M.F. (2000) : « Naissance de l'école en Afrique subsaharienne », *Education, sociétés*, N° 165, édition du GREP, ORSTOM, pp. 51-59.
- Matchinda, B. (2006) : « Motivation et éducation des filles : vers un modèle techno-systémique d'autodétermination des adolescentes », Thèse de doctorat d'Etat, Université Marien Ngouabi, Brazzaville.
- Miller, G. W. (1970): « Factors in School Achievement and Social Class » in *Journal of Education Psychology*, vol. 61, 4, pp. 260-269.
- Pourtois, J. P. et Desmet, H. (2004) : « Connaissances et pratiques en éducation familiale et parentale » *Enfances, familles, générations, Revue internationale de recherche et de transfert*, N°1, pp 22-35
- Saibou Issa (2009) : « La transmission du pouvoir colonial et la naissance de l'administration territoriale au Nord-Cameroun », *Kaliao, Revue pluridisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua(Cameroun)*, vol. 1, N°1, pp. 57-74.
- Yawidi Mayinzambi, J.P., (2008) : *Pourquoi mon enfant a-t-il échoué ? Regard sur l'inadaptation scolaire*, Mabiki, kinshassa, Bruxelles-Wavre.